

curieux im-
de file d'un
développe-
technologies (de
ement appelé
à ce titre il a

pour s'opposer au plan social de Caen. Tout comme naguère à Rennes.

Il serait pourtant injuste de prétendre que les pouvoirs publics se sont tournés les pouces.

Curieuses pubs Congrès de la CGT

à Bernard Thi-
at donner de la
ès de la CGT
e semaine à
ent trouvé un
nt : une ex-
Krasucki, glo-
r de Thibault,
1967, la « col-
me ». Comme
direction des
ouver mieux.

à nostalgiques
des militants
des plans
Thibault de
amber, la jonc-
e que tardive-
qu'à ces der-
la plupart des
continental, de
Ford Bordeaux
l'existence de
roy, le métal
it se présenter
inalement, cet
re ne pourra
statutaires, se
lui. Mais c'est
depuis Mai-68,
l'exprime aussi

fortement, reprochant au grand patron du syndicat de n'avoir été présent dans aucun des grands conflits du printemps, à l'exception de sa visite à l'usine Molex de Villemur. Plus prosaïquement, ces mauvais coucheurs ont été surpris de découvrir parmi les « sponsors » de ce congrès des boîtes dont la politique sociale peut faire des progrès : France Télécom, Veolia, Saint-Gobain. Il ne manque plus que Continental...

Le secrétaire général sortant n'a, il est vrai, pas caché que sa priorité était ailleurs. Il souhaite séduire les jeunes pour lutter contre le vieillissement des militants. Mais son souci d'embrasser la « modernité » conduit désormais la CGT à signer beaucoup trop d'accords, aux yeux des opposants, et Thibault à discuter trop souvent avec Sarkozy. Le risque, pour le grand chef de la CGT, n'est pas de se faire sanctionner par un congrès déjà joué mais de voir ses troupes désertir. Encore un incompris.

Alain Guédé

PHAGUE / TOUT LE MONDE S'Y MET...



binet d'Estrozi, qui a remplacé Chatel. Celui-ci botte en touche : « L'Etat n'a pas de droit de regard » sur le dossier, mais il sort la pommade : « Il doit être possible de reculer la fermeture

suite pour harcèlement et tentatives de suicide [qu'il a] proféré (sic) ». Colère, angoisse, irrespect ? Ces futurs chômeurs ne savent vraiment pas se tenir.

Jean-François Julliard

Ajaccio a besoin d'avocats

PLUTÔT furieux, Simon Renucci, député-maire d'Ajaccio, dénonce une « manipulation politique ». Le procureur de la République vient de saisir la brigade financière. Il soupçonne la municipalité d'avoir pris quelques libertés avec la loi lors de l'attribution, à un cabinet d'avocats de Montpellier, d'un marché public de conseils juridiques pour un montant de 300 000 euros par an.

La justice, elle, a déjà tranché. Dans une ordonnance rendue, le 26 octobre dernier, le tribunal administratif de Bastia estime qu'il y a « à lieu d'annuler la procédure de passation d'un marché de service juridique engagé par la commune d'Ajaccio ». Pourtant, dans une note interne, la directrice de la commande publique de la Ville avait averti le maire. Et recommandé aux élus de ne pas signer avec les avocats

montpellierains. « Les activités de ce cabinet, et notamment ses relations avec certains membres de la municipalité en dehors des relations contractuelles de droit commun, pourraient être mises en cause », écrit le fonctionnaire. Avant d'observer que le cabinet en cause est celui qui « présente la tarification la plus élevée des treize candidats : 200 euros l'heure contre 80 pour le moins disant ».

Figure sur le brocciu, la fonctionnaire estime que « les conditions d'attribution de ce marché sont illégales ». Devant pareille mise en garde, l'élu d'ordinaire chargé de présider la commission d'appel d'offres y a renoncé. Mais pas le maire, qui l'a remplacé au débotté. Et, ô surprise, le cabinet de Montpellier a été sélectionné.

C'était le meilleur, de très loin...

D. H.

Vraie arnaque aux faux HLM

UN promoteur immobilier a trouvé une fine astuce pour obtenir un permis de construire : promettre un quota de HLM et, en douce, tout vendre au privé.

Omnium Finance, une boîte créée par un promoteur toulousain, Xavier Chausson, demande un permis pour construire 130 appartements à Saint-André-lez-Lille (Nord). D'accord, répond la mairie, mais à une condition : vous vendrez 20 % de ces logements à des bailleurs HLM, soit 27 appartements. Tope là !

Le chantier lambine et se termine l'été dernier. Surprise : le maire apprend que le promoteur a vendu tous les appartements à des particuliers, et aucun aux bailleurs sociaux du coin. Il y aura zéro HLM. Et il est trop tard pour rattraper le coup. Le promoteur a pris le beurre - le permis de construire - en s'asseyant sur la contrepartie.

« On proposait d'acheter 1 900 euros au maximum le mètre carré », raconte Arnaud Delanay, directeur général de Notre Logis, l'une des sociétés HLM intéressées par l'opération. Las,

au lieu de faire affaire avec ces fauchés, notre promoteur a tout fourgué au prix fort à des particuliers : 3 000 euros le mètre carré. Soit 1 100 de mieux que la proposition des sociétés HLM. Sur 27 logements de 50 m² en moyenne, cela fait 1,5 million de plus au bas mot. Fureur du maire, Olivier Henno, qui déballe tout dans la presse locale.

Depuis, Omnium Finance, qui est déjà sous le coup d'une instruction judiciaire à Toulouse pour une autre affaire, a fait une chic proposition : reverser 400 000 euros à la Ville et construire 27 logements sociaux à prix coûtant. Ce qui prendra au moins deux ou trois ans. « On va dire oui, ce sera moins long qu'un procès », soupire le maire.

La main sur le cœur, le promoteur jure que ce détournement du permis de construire est une simple erreur. Tout serait la « faute » d'un unique « collaborateur » qui aurait pris sur lui de faire gagner plein de pigon à sa boîte. Il va être viré pour faute lourdement rentable ?

I. B.



Frousse de secours



DANIEL tombe dans les vapes chez lui, à Franconville (Val-d'Oise). Sa femme, Chantal, appelle les pompiers et donne son adresse. « On ne trouve pas la rue », répond le pompier au téléphone. — Mais voyons, j'habite à cent mètres de la caserne. Regardez, je vous vois de chez moi, fait Chantal en agitant les bras par la fenêtre. — Vous habitez bien Franconville en Mourthe-et-Moselle ? insiste le pompier. — Mais non ! Franconville dans

régler le problème, mais en attendant vous n'avez qu'à utiliser votre portable », lui conseille finement le service clientèle.

Cinq semaines plus tard, le problème n'est pas réglé. Quand elle appelle les

SFR
OU SE LAISSE FAIRE ?

question. Mais on a bien répercuté la baisse de la TVA sur sept de nos produits. » Soit une infime partie de la carte, comme chez la plupart des restaurateurs.

Finalement, pas d'erreur : on gobe un peu la même addition qu'avant.

DEPUIS qu'elle s'est mise à son compte comme « auto-entrepreneur », Claudie reçoit un tas de paperasse et de factures à payer. Dans le lot, cette note de